



Assemblée générale

Distr. générale
31 août 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Points 7 et 134 de l'ordre du jour provisoire*

Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour : rapports du Bureau

Plan des conférences

Lettre datée du 30 août 2010, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Présidente du Comité des conférences

Je vous écris au sujet des dispositions du paragraphe 7 de la section I de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale, suivant lesquelles aucun des organes subsidiaires de l'Assemblée ne peut se réunir au Siège de l'ONU pendant une session ordinaire de l'Assemblée, à moins d'avoir reçu l'assentiment exprès de celle-ci. Les organes subsidiaires qui souhaitent se réunir pendant une session ordinaire de l'Assemblée doivent soumettre leur demande par l'intermédiaire du Comité des conférences.

Je vous informe que le Comité des conférences a reçu des demandes du Comité des relations avec le pays hôte, du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, de la Commission du désarmement, du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, de la Cour pénale internationale : Assemblée des États parties au Statut de Rome, et du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, qui souhaiteraient se réunir à New York durant la partie principale de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale.

Ayant examiné attentivement ces demandes et leurs motifs, le Comité des conférences n'émet pas d'objections, étant entendu que ces réunions se verraient attribuer des services de conférence dans la mesure des disponibilités et dans les limites des ressources existantes, afin que les activités de l'Assemblée générale et de ses grandes commissions ne soient pas affectées. En conséquence, je serais reconnaissante à l'Assemblée générale d'autoriser expressément le Comité des relations avec le pays hôte, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du

* A/65/150.



peuple palestinien, la Commission du désarmement, le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, la Cour pénale internationale : Assemblée des États parties au Statut de Rome, et le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient à se réunir, conformément à leur demande, sous réserve des conditions mentionnées au paragraphe précédent.

La Présidente du Comité des conférences
(*Signé*) **Claudia Corti**
